

Bergesten, C. Fred, et Cline, William R., *The United States-Japan Economic Problem*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analysis in International Economics », no 13, octobre 1985, 176 p.

Frank Davidson

Volume 18, numéro 3, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702239ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702239ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Davidson, F. (1987). Compte rendu de [Bergesten, C. Fred, et Cline, William R., *The United States-Japan Economic Problem*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analysis in International Economics », no 13, octobre 1985, 176 p.] *Études internationales*, 18(3), 693–695.
<https://doi.org/10.7202/702239ar>

Dans l'ensemble, nous avons donc là un ouvrage utile à propos de la crise de l'endettement en Amérique latine. C'est un ouvrage qui s'adresse cependant à des initiés étant donné le caractère technique des analyses en cause. C'est un volume qui privilégie aussi la période 1981-1984 bien que l'on fasse souvent appel à un arrière-plan historique pour expliquer la situation actuelle d'endettement de plusieurs pays de la région.

Malgré la prétention des éditeurs, nous avons également affaire à une analyse principalement économique du problème de la dette. Aucun des textes, exception faite de celui de Urquidí, ne traite en profondeur des aspects socio-politiques du problème. Quant au « point de vue latino-américain », il convient de remarquer qu'à part la nationalité des auteurs, rien ne distingue véritablement cette analyse d'une autre qui aurait été faite par des auteurs européens ou nord-américains.

Finalement, le plus grand mérite de l'ouvrage est de montrer que la responsabilité de l'endettement de l'Amérique latine est partagée par plusieurs acteurs dont les moindres ne sont certainement pas les banques étrangères. Le comportement irresponsable de plusieurs intervenants a créé une situation dont l'unique solution réside maintenant dans une restructuration fondamentale du système monétaire international.

Gordon MACE

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

ÉTATS-UNIS

BERGSTEN, C. Fred, et CLINE, William R., *The United States-Japan Economic Problem*. Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », n° 13, octobre 1985, 176p.

Parmi les données dont je dois rendre compte dans ce compte rendu, j'ai à avouer sa date de rédaction: le 10 novembre 1986. Le

dollar américain ne vaut peut-être que 164 yens. Or en octobre 1985 l'Institute for International Economics, en annonçant l'oeuvre de Bergsten et Cline, parlait de quatre mesures capitales qu'exigerait le rétablissement de l'équilibre commercial bilatéral entre les États-Unis et le Japon: la première serait la dépréciation du dollar jusqu'à...190 yens au maximum. D'ailleurs Bergsten et Cline soulignent que si le compte courant global japonais était excédentaire (de 2,6 % du produit national brut) en 1984, il avait été déficitaire (de 1,0 % du PNB) en 1980 (pp. 26-28).

Quant à 1984 et 1985, Bergsten et Cline insistent sur les taux d'épargne, le déséquilibre épargne-investissement. Aux États-Unis « l'épargne » a été en baisse vis-à-vis de « l'investissement » (réel); au Japon la tendance a été inverse. (Mes guillemets tiendront la place de définitions et réserves un peu érudites qui ne sont pas essentielles à la compréhension de cette question.) En 1984 l'épargne personnelle équivalait à 12,5 % du PNB au Japon et seulement à 4,3 % du PNB aux États-Unis (26,1 % et 18,4 % y compris « l'épargne » des entreprises). Or au Japon l'investissement privé plus le déficit gouvernemental était de 23,5 % et, aux États-Unis, n'était inférieur que de 2,7 points de pourcentage (20,8 %). Donc en 1984 (Bergsten et Cline pp. 26-27):

Japon: $26,1 \% - 23,5 \% = 2,6 \%$

États-Unis: $18,4 \% - 20,8 \% = -2,4 \%$

Que devient l'épargne que n'absorbent pas l'investissement intérieur et le déficit gouvernemental? Elle peut (ou doit) se traduire, comme pour le Japon en 1984, en excédent du compte courant et en investissement extérieur. En revanche l'investissement intérieur et le déficit gouvernemental, que ne soutient pas l'épargne, peuvent se traduire en déficit du compte courant et en endettement (désinvestissement) extérieur. En 1980 l'épargne japonaise atteignait 28,7 % du PNB, mais aussi bien l'investissement intérieur que le déficit gouvernemental, était plus élevé qu'en 1984, donc ensemble 29,7 %, d'où le -1,0 % du compte courant extérieur japonais en 1980. De même en 1984 le déficit courant

extérieur américain a été, sauf erreur, omission et « divergence statistique », identique au déficit épargne-investissement (que nous contrastons ci-dessus avec le surplus japonais) et a été accompagné d'énormes emprunts extérieurs.

J.K. Galbraith, économiste qui n'est certes pas le plus orthodoxe des orthodoxes, aurait offert (et le 4 novembre 1986, au moment même des élections du Congrès que Bergsten et Cline qualifient de critiques) une analyse de la situation américaine qui n'aurait pas été trop différente. Les États-Unis avaient eu un déficit budgétaire expansif, aurait dit le célèbre Canadien, mais les effets expansifs de ce massif déficit keynésien avaient été à peu près contrebalancés par un déficit commercial très important, par la dépense d'argent à l'étranger plutôt qu'aux États-Unis, transformés en nation débitrice.

Or les partisans américains du protectionnisme, et spécialement de la « réciprocité », proposition que Cline a déjà attaquée dans une *Policy Analysis* sortie en 1982 (voir *Études internationales*, vol. XVI p. 428) ne s'occupent pas seulement des comptes globaux du Japon et des États-Unis. Ils s'indignent peut-être davantage de la balance commerciale bilatérale des deux pays : excédent massif japonais. Même s'il n'était pas question de déséquilibre épargne-investissement, répliquent Bergsten et Cline (pp. 32-41), un excédent bilatéral se manifesterait, conséquence du commerce « triangulaire ». Le Japon dépend en grande partie des importations de pétrole et de matières premières provenant de l'OPEP, des pays en voie de développement et de l'Australie ; il exporte des produits manufacturés, dans une large mesure vers les États-Unis. C'est surtout vers l'Europe et les PVD (pays en voie de développement) que les États-Unis expédient leurs exportations, aussi bien manufacturées qu'agricoles. De ce triangle commercial il résulte, quant à la balance bilatérale des États-Unis à l'égard du Japon (et, à un moindre degré, à l'égard des pays exportateurs de pétrole), une tendance déficitaire, tandis que par rapport à l'Europe et les PVD la tendance est excédentaire. Bref, pour chaque pays l'équilibre global n'exige en rien l'équilibre de cha-

que balance bilatérale. Donc la balance commerciale des États-Unis à l'égard du Japon a déjà été déficitaire (de \$12 milliards) en 1980.

Si, selon Bergsten et Cline, ce sont surtout les influences macro-économiques qui expliquent le problème économique américano-japonais, c'est à la protection (sujet qui passionne tellement les intéressés) qu'ils consacrent le plus long des quatre chapitres de leur étude (pp. 53-119). Ce qui est frappant dans cette discussion, c'est surtout la démonstration du manque de données auxquelles pourrait se fier un observateur un peu impartial du Japon. D'après Bergsten et Cline la réduction des exportations américaines due à la protection japonaise ne serait probablement que de \$5 à 8 milliards par an. D'autre part les restrictions dont les États-Unis sont responsables réduiraient probablement de \$4 à 5 milliards les ventes japonaises, différence qui justifierait à peine les menaces de « réciprocité ». Les exportations de produits manufacturés américains vers le Japon dépassent celles qu'achète l'Allemagne fédérale, pays à réputation libre-échangiste.

Tout de même, Bergsten et Cline recommandent que le Japon supprime les obstacles, aussi bien intangibles que déclarés, aux exportations américaines. Il s'agit d'un verdict en partie politique, visant les protectionnistes washingtoniens (p. 137). Car en soi la politique commerciale ne peut faire qu'un faible impact sur le déficit commercial extérieur (p. 138).

Au contraire la condition primordiale d'un réglage fondamental resterait un effort « massif, crédible et soutenu » pour éliminer dès 1988, complètement ou en grande mesure, l'élément « structural » du déficit budgétaire américain (p. 130). (Le déficit structural – par opposition au déficit cyclique, donc automatique – résulte en principe de la politique gouvernementale ; inutile de dire que la division d'un déficit total, reconnu par les statistiques financières gouvernementales, entre ces deux éléments n'est pas exempte de controverses. D'après Bergsten et Cline, p. 27, du déficit gouvernemental américain en 1984 le tout aurait été structural.)

Et de même le Japon devrait éliminer son surplus épargne-investissement intérieur; par exemple il pourrait stimuler la construction de logements et d'autre infrastructure sociale « que la plupart des Japonais jugent cruellement insuffisants » (p. 133).

La force motrice immédiate de la balance commerciale japonaise-américaine serait le taux de change. L'afflux de capitaux faisait monter le dollar, surévalué vis-à-vis du yen de plus de 20 % en 1984; en augmentant donc les importations américaines en provenance du Japon (moins chères en dollars) et en réduisant les exportations (plus chères en yens) le taux de change entre dans la logique des comptes nationaux. De même, et toujours sur le plan immédiat, une dépréciation « réelle » de 10 % vis-à-vis du yen améliorerait de plus de \$8 milliards la balance bilatérale américaine (p. 123). (Une dépréciation du dollar est « réelle » à mesure qu'elle n'est pas contrebalancée par une hausse relative des prix américains.)

Le taux de change peut varier selon « les sentiments du marché ». Si le dollar baisse, les États-Unis, le Japon et les pays européens principaux pourront encourager la correction en intervenant de concert contre le dollar: « vent arrière » (pp. 133-134). (C'est peut-être concéder la nature un peu insaisissable de certains équilibres et déséquilibres.)

Dès février 1986, on le sait, le dollar a atteint et puis enfoncé le palier de 190 yens. Mais, d'après Bergsten et Cline, « même si, à la fin de 1985, le déséquilibre yen-dollar est complètement corrigé, l'amélioration de la balance commerciale ne sera considérable que vers la fin de 1986 ou en 1987 » (p. 126). Vers la fin de 1986 le volume des exportations japonaises est en baisse, au Japon la morosité s'est emparée des milieux financiers et on parle de 3,5 % de chômage, mais l'excédent commercial global est toujours prodigieux, et à Tokyo on craindrait le protectionnisme du Sénat américain démocrate. Aux États-Unis la General Motors Corporation fermerait onze usines, ce qui ne renforcera pas les partisans du libre-échange. Le Japon, lui, se serait décidé à continuer la protection de ses charbonnages, notoirement non économiques.

Du sommet australien du triangle (ou polygone) commercial, où les marchés japonais – surtout celui du charbon – sont tellement critiques, la perspective n'est guère agréable. Puissent les efforts japonais-américains réussir – je cite la phrase finale du dernier chapitre de *The United States-Japan Economic Problem* – « à empêcher le dérèglement, à conséquences peut-être si funestes, de l'économie mondiale et des relations générales au Pacifique ».

Frank DAVIDSON

*Département d'économie
La Trobe University, Melbourne, Australie*

LONG, David E., *The United States and Saudi Arabia: Ambivalent Allies*. Boulder and London, Westview Press, 1985, 173p.

Voici un ouvrage très intéressant traitant des relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite. David Long analyse l'ambivalence qui marque les relations entre les deux pays sous quatre aspects différents: pétrolier, militaire, économique et commercial, et enfin politique.

L'auteur nous rappelle en premier lieu que bien avant la Deuxième Guerre mondiale, c'est par le pétrole que l'Amérique fit son entrée au Moyen-Orient arabe, tout d'abord en Iraq en ayant des intérêts dans l'Iraq Petroleum Company, puis à Bahrein et enfin en Arabie Saoudite en 1933.

Au cours de la période 1933-1973, la politique saoudienne tournait autour de deux axes: un besoin croissant de liquidité et la nécessité d'assurer la sécurité du Royaume face aux menaces extérieures. En effet, la grande dépression de 1929 entraîna une baisse du nombre des pèlerins, unique source de revenus pour le Royaume; et pour pouvoir subvenir à ses besoins de liquidité, le roi Abdulaziz accepta d'accorder, et ce pour la première fois, une concession pétrolière à une compagnie étrangère.

Les relations pétrolières ne furent pas toujours au beau fixe. L'auteur passe ici en revue les principaux conflits entre le gouver-